

Des VOIX: Très bien, très bien.

M. NESBITT: Je dois dire qu'on ne doit pas en rejeter la faute sur le Gouvernement actuel... (*Exclamations.*) Pas du tout, cette situation lui a été imposée. Lorsque je me suis présenté en 1904 comme libéral, j'ai préconisé la construction du Transcontinental et si j'ai par ce moyen gagné des votes, je devrais être arrêté et mis en prison.

M. HOCKEN: Nous vous pardonnons.

M. NESBITT: A mes yeux, ce fut une erreur épouvantable. Comme libéral, j'ai voté à la Chambre pour faire garantir les obligations du Nord-Canadien de Port-Arthur à Montréal. Permettez-moi de répéter que si ce vote a permis la garantie de ces obligations on devrait, non m'arrêter, mais m'exécuter, parce que la ligne de chemin de fer qui a été construite est complètement inutile pour le pays. C'est là une des situations dans lesquelles nous nous trouvons à présent. Pourquoi avons-nous été obligés de racheter le Grand-Tronc? Parce que nous avions un immense réseau sans lignes affluentes et avec une extrémité pour ainsi dire sans fin. Le chemin de fer Transcontinental, le Grand-Tronc-Pacifique et le Nord-Canadien étaient des voies sans lignes affluentes. Nous rachetons le Grand-Tronc qui touche, pour ainsi dire, tous les hameaux d'Ontario et il est probable que si ce réseau est bien dirigé, tout le système pourra aider à diminuer le coût d'exploitation des chemins de fer du pays. La question des chemins de fer est actuellement telle que je voudrais voir former un comité de la Chambre, représentant de tous les partis et qui étudierait à fond tous les côtés de la situation et, si c'est possible, trouverait une solution au problème. Car c'est un problème et quand nous voyons des honorables députés se lever ici et reprocher au Gouvernement la situation actuelle relativement aux chemins de fer, ils ne le font que dans un but politique. Personnellement, je ne parle pas au point de vue politique.

Quelques députés: Non, pas du tout.

M. NESBITT: Nos honorables amis de la gauche peuvent se moquer. Dans le fait, les affaires ne devraient pas se discuter au point de vue politique, et jamais je ne les envisage sous ce jour. Nous sommes présumés hommes d'affaires. Que cela soit vrai ou non, et sans égard pour le parti au pouvoir, je voudrais voir le pays gouverné comme on dirige les affaires et non point à la manière politique. Je ne m'oc-

cupe pas beaucoup d'obtenir des votes. Je ne prétends pas soutenir une cause simplement parce qu'elle est populaire et personne ici ne saurait m'accuser d'avoir agi ainsi tant que j'y ai siégé. J'ai été péniblement surpris d'entendre l'honorable préopinant (M. Reid) (Mackenzie) insinuer qu'il y avait de la politique au fond de ce projet, et que la ligne serait construite s'il y avait une élection complémentaire dans l'Ouest. Cela peut être vrai et je ne dis pas que ça ne l'est pas, mais ce que je soutiens, c'est que le point de vue politique ne devrait pas intervenir dans la discussion des questions d'affaires à la Chambre. Des projets comme celui-ci devraient se discuter au point de vue purement d'affaires et si un honorable député de la Chambre peut me prouver que le chemin de fer de la baie d'Hudson constituera une entreprise lucrative pour le pays, j'appuierai le projet de mon vote, sans égard à ce que cela coûtera. Mais je ne crois pas qu'on puisse me prouver cela. Je ne crois pas qu'il soit possible que la ligne de la baie d'Hudson donne des revenus du vivant d'aucun des députés actuels de cette Chambre.

Conséquemment, comme nous ne trouvons que des déficits de cinquante à soixante millions dollars dans les chemins de fer que nous exploitons, sans compter les intérêts sur le capital engagé, nous devons nous résoudre, en ce qui regarde les chemins de fer à envisager nettement la situation. La première chose que nous devons envisager est celle-ci: Nous devons demander aux unions ouvrières et aux unions de chemin de fer de se réunir et de réduire le coût du transport afin que les tarifs de chemin de fer au Canada puissent être abaissés. car les taux demandés par les chemins de fer canadiens, tant pour les marchandises que les messageries, sont si élevés qu'il retardent le succès de toute entreprise commerciale. Nous devons faire face à la situation et le plus tôt les unions ouvrières le comprendront, le mieux cela vaudra. Elles doivent reconnaître ce fait que, si elles ne s'organisent pas et ne s'entendent pas pour réduire les salaires actuellement payés par les compagnies de chemin de fer, elles tueront la poule qui leur pond des œufs d'or, parce que les compagnies devront tellement réduire le service que des milliers d'hommes se trouveront sans travail. Je répète qu'il vaut mieux pour nous envisager nettement la situation. Il s'agit pour la Chambre tout autant que pour le Gouvernement du pays—parce que, dans un sens, nous faisons tous partie du corps dirigeant—de voir clairement la situation. La